

« Dans l'accomplissement de sa mission, la CNER a en tout temps comme objectifs principaux de protéger et de favoriser le bien-être actuel et futur des résidents et des collectivités de la région du Nunavut et de protéger l'intégrité écosystémique de cette

région. La CNER tient compte du bien-être des résidents du Canada établis à l'extérieur de la région du Nunavut. »

Ces objectifs sont confirmés à l'article 23 de la LATEPN.

Tel que prévu à l'article 88 de la LATEPN, l'examen préalable a pour but :

« L'examen préalable a pour but d'établir si le projet risque d'entraîner des répercussions écosystémiques ou socioéconomiques importantes et s'il devrait, par conséquent, faire l'objet d'un examen approfondi par la Commission..... »

Pour déterminer la nécessité ou non d'entreprendre un examen approfondi du projet, la CNER s'appuie sur les critères prévus à l'alinéa 89(1) de la LATEPN :

« 89. (1) Les critères ci-après guident la Commission d'examen lorsqu'elle est appelée à décider, au terme de l'examen préalable, si l'examen approfondi du projet est nécessaire :

(a) l'examen est nécessaire si elle est d'avis, selon le cas :

- i. que le projet peut entraîner d'importantes répercussions négatives sur les plans écosystémique ou socioéconomique, ou sur l'habitat des ressources fauniques ou les activités de récolte des Inuits,*
- ii. qu'il sera la source de préoccupations importantes au sein du public, ou*
- iii. qu'il met en jeu des innovations techniques dont les effets sont inconnus; et*

(b) il n'est pas nécessaire si elle est d'avis que les conditions ci-après sont réunies :

- i. le projet n'est pas susceptible d'être la source de préoccupations importantes au sein du public, et*
- ii. ses répercussions négatives sur les plans écosystémique ou socioéconomique soit ne sont pas susceptibles d'être importantes, soit sont hautement prévisibles et peuvent être suffisamment atténuées par des mesures techniques connues. »*

Tel que souligné à l'alinéa 89(2), les critères prévus à l'alinéa 89(1)a) ont prépondérance par rapport à ceux prévus à l'alinéa 89(1)b).

Lorsqu'elle conclut qu'un projet peut être réalisé sans être assujéti à un examen approfondi, la CNER peut aussi recommander que sa réalisation soit assortie de modalités et conditions précises. Et plus particulièrement, tel que prévu à l'alinéa 92(2)(a) de la LATEPN :

« 92(2) Elle peut en outre, dans le rapport :

- a) recommander que la réalisation du projet ne nécessitant pas, à son avis, un examen approfondi soit assortie des conditions qu'elle précise; »*

1. Description du projet

Le projet proposé, « Luxx Exploration (Exploration Luxx) » est situé dans la région de Kivalliq, à environ 60 kilomètres (km) à l'ouest de Chesterfield Inlet et à 90 km au nord de Rankin Inlet. Le promoteur a l'intention d'y effectuer des activités d'exploration (levé géophysique au sol, prospection et/ou échantillonnage de tills, forage de délimitation et d'exploration). Ce programme serait exécuté de manière saisonnière entre mars 2016 et septembre 2018.

Selon la proposition, les ouvrages et activités suivants s'inscrivent dans la portée du projet :

- Logements des équipes, achats de carburant aviation, stockage temporaire de carburant et élimination des déchets par le biais de services de la collectivité de Chesterfield Inlet;
- Transport quotidien par hélicoptère de l'équipement, du personnel et du carburant, selon les besoins, vers/de chaque site de forage ciblé. Les barils de carburant vides seront ramenés à Chesterfield Inlet et adéquatement évacués dans une installation approuvée;
- Travaux de forage avec un (1) appareil pendant une (1) à deux (2) semaines en avril, mai, juillet ou août 2016 avec possibilité de forage supplémentaire en avril, mai, juillet ou août 2017 selon les résultats des travaux de la première année.
 - Forage de trois (3) à (6) trous d'une profondeur totale de 500 à 1000 mètres dans les trois (3) ou quatre (4) zones-cibles;
- Entreposage à Chesterfield Inlet des stocks suivants dans une berme temporaire (emplacement à déterminer)
 - Jusqu' 50 barils de diesel,
 - Jusqu'à 20 barils de carburant aviation,
 - 3 ou 4 jerricanes de 20 litres d'essence, et
 - 5 réservoirs de 100 livres de propane.
- Utilisation de l'eau des lacs avoisinants pour les travaux de forage;
- Utilisation et entreposage de matières dangereuses, de produits chimiques et de carburant (jusqu'à 7 barils de fuel sur le(s) site(s) de forage;
- Élimination des boues (déblais de forage et eau) dans des bassins tel qu'approprié ou par le biais d'un système de captation des déblais lors des forages sur glace.

2. Établissement de la portée des incidences

La CNER n'a pas identifié d'ouvrages ni d'activités supplémentaires pour cette proposition de projet.

3. Principales étapes de l'établissement de la portée des incidences

Les étapes suivantes ont été réalisées :

Date	Stage
1 ^{er} décembre 2015	Réception de la proposition de projet de la CAN
1 ^{er} décembre 2015	Détermination de la portée en vertu de l'alinéa 86(1) de la LATEPN
8 décembre 2015	Demande(s) de renseignements
9 décembre 2015	Réponse du promoteur à la demande de renseignements
16 décembre 2015	Intéressement du public et demande de commentaires

18 décembre 2015	Demande de prorogation ministérielle
15 janvier 2016	Réception des commentaires du public
25 janvier 2016	Prorogation ministérielle accordée
21 janvier 2016	Réponse du promoteur aux observations/préoccupations soulevées par le public

4. Préoccupations et commentaires au sein du public

Du 16 décembre 2015 au 15 janvier 2016, la CNER a donné à la population la possibilité de faire part de ses commentaires et de ses préoccupations concernant le projet. Ce qui suit est un résumé des observations et des préoccupations recueillies.

Gouvernement du Nunavut (GN)

Socioéconomique

- A souligné qu'aucune reconnaissance archéologique systématique n'a été réalisée dans cette région. A recommandé qu'au moins une reconnaissance de ce type soit effectuée sur une zone tampon à moins de 50 mètres (m) de chaque trou de forage envisagé ainsi que le long de la voie suivie par le tuyau d'arrosage jusqu'à la plus proche source d'alimentation d'eau.
- A recommandé qu'aucune activité ne soit réalisée à moins de 50 mètres de tout lieu archéologique/historique
- A demandé que tous les lieux archéologiques relevés soient enregistrés et rapportés au ministère de la Culture et du Patrimoine.
- A demandé des précisions quant au nombre de trous forés sur terre.

Biophysique

- A recommandé que tous les tubages restants soient coupés au ras du sol et qu'aucune structure ne reste sur le sol pendant les mois d'hiver/les périodes d'enneigement.
- A recommandé des altitudes minimales précises pour les vols au-dessus des zones où sont observés des animaux sauvages ainsi que de plus hautes altitudes de vol en cas de grande concentration de colonies d'oiseaux.
- A souligné une possible interaction entre les bœufs musqués et les activités du projet ainsi qu'un éventuel déplacement des aires de mise à bas, ce qui pourrait se répercuter négativement sur la reproduction des animaux.
- A demandé que le promoteur soit conscient des espèces de la région répertoriées dans la *Loi sur les espèces en péril*, notamment le faucon pèlerin et le hibou des marais, ainsi que de l'éventuelle perturbation des oiseaux de proies et de leur nidification en raison des travaux du projet
- A conseillé au promoteur d'éviter d'approcher les oiseaux de proie pendant la période cruciale de nidification. A également rappelé les textes législatifs concernant la perturbation des nids. A demandé que le promoteur surveille et rapporte toute occurrence d'espèces sauvages dans la région pendant les travaux.

Pêches et océans Canada (MPO)

- A recommandé que le promoteur suive les lignes directrices et applique les mesures d'atténuation appropriées, disponibles sur le site Web du MPO.
- A rappelé au promoteur qu'il doit éviter de graves dommages sur les poissons, conformément à la Loi sur les pêches. Il lui rappelle en outre qu'il est de son devoir

d'aviser le MPO des sérieux dommages qu'il a provoqués ou provoquera aux poissons visés par une pêche commerciale, récréative ou autochtone.

- A fait remarquer qu'aucune approbation officielle n'était requise pour le projet.

Environnement et changement climatique Canada (ECCC)

- A souligné que la période de nidification sur le territoire du projet se déroule de la mi-mai à la mi-août et que les conditions climatiques pourraient provoquer des variations.
- A fait remarquer que la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs et les Règlements* ne prévoyaient ni autorisation ni permis pour la prise accessoire (le tuer accidentel) des oiseaux migrateurs, de leurs nids ou de leurs œufs pendant la réalisation de travaux industriels ou autres. Il est recommandé, en cas de présence de nids actifs, d'éviter la région jusqu'à ce que la nidification soit terminée.
- A mis sur pied un site Web de conseils sur la manière d'éviter les prises accessoires des oiseaux migrateurs.

Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC)

- A recommandé que le promoteur entreprenne d'autres consultations avant de commencer les travaux sur le terrain, aborde les préoccupations préalablement formulées et réponde aux demandes d'information.
- A recommandé que le gouvernement consulte le GN en ce qui a trait non seulement aux lieux archéologiques/paléontologiques dans la région mais encore aux mesures à prendre au cas où de tels lieux seraient découverts pendant le déroulement du projet.
- Étant donné les longues journées de travail prévues, a recommandé au promoteur de sensibiliser son personnel sur le terrain à l'importance de déposer toutes les matières de vidange à au moins 31 mètres de la ligne normale de hautes eaux de tout cours d'eau. .

Aqigiq Hunters and Trappers Organization (Aqigiq HTO)

- A pris acte de la proposition comme petit projet d'exploration de base; mais les répercussions, le cas échéant, pourraient être importantes pour Chesterfield Inlet.
- A fait remarquer que l'autorisation d'exécution du projet créerait des précédents pour de futures explorations dans la région.
- A souligné qu'aucune consultation valable n'avait été tenue. A demandé que l'autorisation soit repoussée jusqu'à ce que le promoteur organise au moins une réunion à Chesterfield Inlet pour discuter des mesures qu'il prendra pour éviter toute incidence négative sur la culture et l'écosystème.
- La HTO a recommandé que le promoteur réponde aux questions suivantes avant la rencontre communautaire :
 - Décrire les éventuelles répercussions du projet sur les mammifères marins et sur les caribous, leur migration et leur traverse des cours d'eau et expliquer comment, par la conceptualisation du projet, la surveillance et les mesures d'atténuation, de telles incidences pourront être évitées.
 - Décrire les éventuelles répercussions du projet sur les poissons, la montaison et le frai et expliquer comment, par la conceptualisation du projet, la surveillance et les mesures d'atténuation, de telles incidences pourront être évitées.
 - Expliquer comment il envisage de surveiller les caribous et la faune marine dans l'environnement du projet.

- Présenter les informations en langage clair et simple.
- A souligné un certain intérêt pour la création d'une pêcherie commerciale.

5. Commentaires et préoccupations concernant les principes Qaujimaningit inuits

Ce qui suit est un résumé des commentaires et préoccupations recueillis en ce qui a trait aux principes Qaujimaningit:

Gouvernement du Nunavut (GN)

- A fait remarquer que la zone d'exploration longeait un corridor transitoire naturel entre Chesterfield Inlet et Baker Lake et que l'on pouvait retrouver une forte présence archéologique le long des rives de l'anse.

Aqigiq Hunters and Trappers Organization (Aqigiq HTO)

- La région du projet proposé a une grande importance culturelle et écologique.
- A souligné l'importance de la région proposée pour la faune et pour la collectivité de Chesterfield Inlet et a demandé une consultation sérieuse.
- A fait remarquer que les activités proposées se dérouleront sur un territoire de chasse et de pêche important pour Chesterfield Inlet. La zone proposée est située le long d'un corridor de chasse traditionnel; des aires de camping et une cabine sont même situées près de la zone du projet.
- A fait remarquer que les chasseurs de toute la région de Kivalliq sont habitués à voir leur territoire de chasse perturbé par des avions volant à basse altitude.
- A manifesté ses inquiétudes vis-à-vis des vols à basse altitude et a souligné que même de petites perturbations des mammifères marins ou terrestres pourraient avoir des incidences sur la chasse et la culture de subsistance.
- A souligné qu'un remarquable habitat de poissons était localisé dans la région et que les poissons sont une importante ressource pour la collectivité.
- A manifesté ses inquiétudes quant aux incidences que provoqueraient, sur la pêche traditionnelle et la montaison/frai de l'omble, la destruction de l'habitat, la perturbation sonore et la contamination.
 - L'omble de l'Arctique fraye dans le lac Pujjuut, remonte dans le Chesterfield Inlet et retourne dans le lac à l'automne.
- A fait remarquer que le projet proposé longeait une voie de migration des caribous et jouxtait un important passage de traverse de cours d'eau. Les caribous migrant à travers cette région au milieu de l'été et au début de l'automne.
- Les caribous sont sensibles aux perturbations près de/sur les principales aires de traverse de cours d'eau. Perturber la migration des caribous pourrait avoir des conséquences négatives sur ces animaux et sur la chasse.

ÉLÉMENTS DÉTERMINANT L'IMPORTANCE DES RÉPERCUSSIONS

Lorsqu'elle doit décider si un examen approfondi s'avère nécessaire, la Commission examine la proposition de projet afin de déterminer si elle risque d'entraîner d'importantes répercussions sur les plans écosystémique ou socioéconomique.

Par conséquent, dans son évaluation de l'importance des répercussions, la Commission s'est basée sur les éléments prévus à l'article 90 de la LATEPN. Dans l'exécution de cette évaluation ainsi que dans sa conclusion, la Commission a particulièrement tenu compte du savoir traditionnel et des principes Quajimaningit inuits.

Voici un résumé de l'évaluation de la Commission en fonction des éléments déterminants utilisés pour cerner l'importance des répercussions provoquées par le projet :

1. *La grandeur du territoire, y compris celle des habitats fauniques, susceptible d'être touché par les répercussions;*

Le projet prendrait place dans une zone géographique d'environ 25 kilomètres carrés (km²) qui, en raison de la proximité de Chesterfield Inlet, n'inclurait pas de camp pour l'exploration minérale par hélicoptère. Les ouvrages proposés peuvent se dérouler au sein des habitats de nombreuses espèces sauvages occupant un vaste territoire. Mais ni le promoteur ni aucun des organismes gouvernementaux n'ont identifié, près de ou dans la zone du projet, de territoire faunique protégé.

2. *La sensibilité écosystémique de la zone*

Le projet proposé aurait lieu dans une zone nullement visée pour la protection des animaux sauvages. La Aqigik HTO a toutefois souligné que la région est une importante voie de migration et de traverse de cours d'eau des caribous, ce qui a été confirmé par des informations préalables du gouvernement du Nunavut.

L'Aqigik HTO a également souligné la valeur et la priorité de région pour les collectivités locales, notamment pour :

- i. Les caribous (routes de migration),
- ii. La faune en général,
- iii. Les poissons et leur habitat (omble),
- iv. La chasse et la pêche traditionnelles,
- v. Le corridor de chasse.

3. *L'importance historique, culturelle et archéologique de la zone. .*

Le promoteur a déclaré que le territoire visé n'était pas reconnu pour son importance sur les plans historique, culturel et archéologique. Mais le gouvernement du Nunavut a toutefois fait remarquer que le projet aller longer un corridor transitoire naturel entre Chesterfield Inlet et Baker Lake avec la possibilité de nombreux lieux archéologiques. Le promoteur s'est engagé, au cas où le projet serait approuvé, de consulter le gouvernement du Nunavut aux fins de conseils sur les lieux archéologiques.

Le projet proposé prendrait place près de Chesterfield Inlet, une région dont l'Aqigik HTO a souligné l'importance pour les Inuits de Chesterfield Inlet et qui est toujours utilisée pour des activités traditionnelles d'utilisation des terres.

4. *La taille des populations humaines et animales susceptibles d'être touchés par les répercussions.*

Le projet aurait lieu à environ 60 kilomètres (km) à l'ouest de Chesterfield Inlet et à 90 km au nord de Rankin Inlet; par conséquent, aucune population humaine ne sera vraisemblablement touchée par d'éventuelles répercussions. Il est possible que des espèces terrestres identifiées surviennent dans la zone du projet et soient affectées par les activités.

5. *La nature, l'ampleur et la complexité des répercussions ; la probabilité que les répercussions se produisent ; la fréquence et la durée des répercussions; le caractère réversible ou irréversible des répercussions.*

Comme le projet « Luxx Exploration » est un projet d'exploration minérale de base, la nature des répercussions potentielles est considérée comme bien connue et les répercussions sur l'environnement biophysique seraient rares, localisées, temporaires, réversibles et atténuables avec diligence.

6. *Les répercussions cumulatives qui pourraient découler des répercussions du projet combinées à celles de tout autre projet qui a été réalisé ou est en cours de réalisation ou est susceptible d'être réalisé.*

Le projet proposé se déroulera près d'une autre exploration minérale (incluant une exploration avancée) qui sera donc réalisée en sus de l'exploration projetée dans ce cadre de ce projet.

De possibles répercussions cumulatives sur la migration des caribous, les bœufs musqués et la faune en général, résultant non seulement des activités d'exploration (bruit, présence de personnes et d'équipement) mais encore du transport de l'équipement, du carburant et du personnel par hélicoptère vers le lieu d'exploration, ont été identifiées et prises en considération dans l'élaboration des mesures d'atténuation recommandées, énoncées dans la section suivante. Ce projet pourrait en outre déclencher d'autres ouvrages d'exploration dans la région.

7. *Tout autre élément que la Commission estime indiqué pour l'évaluation de ce projet*

Aucun autre élément n'a été jugé pertinent pour l'évaluation de ce projet.

En examinant la proposition de projet à travers le prisme des éléments susmentionnés, la CNER a dégagé plusieurs enjeux puis, dans chacun des cas, a exposé son point de vue sur l'éventualité, ou non, d'importantes répercussions du projet et a proposé des modalités et conditions visant, le cas échéant, à en atténuer les effets négatifs.

Conditions administratives

Pour favoriser la conformité aux exigences réglementaires applicables et pour aider la Commission et les autorités compétentes à surveiller cette conformité ainsi que les incidences

des activités du projet, les modalités et conditions 1 à 4 suivantes, spécifiques au projet, ont été recommandées.

1. Écosystème, habitat faunique et activités inuites:

Question 1: Répercussions potentielles négatives sur les caribous et les bœufs musqués et leurs lieux respectifs de mise-bas, en raison des activités de prospection, de forage diamantifère et de transport quotidien de personnel, de carburant et d'équipement par hélicoptère.

Point de vue de la Commission: Tel que mentionné ci-dessus dans l'évaluation des facteurs pertinents au projet, les activités proposées pourraient se dérouler dans les corridors empruntés par les caribous. Étant donné les possibles incidences négatives du projet, le promoteur s'est engagé à observer les mesures de protection des caribous du Plan d'aménagement de la région de Keewatin et à élaborer un Plan de surveillance et d'atténuation avec Chesterfield Inlet. La compagnie North Arrow s'est aussi engagée à respecter des altitudes minimum de vol et des restrictions saisonnières de vol; elle est en outre censé atténuer les éventuelles incidences négatives sur les caribous en arrêtant ses travaux en cas de présence de caribous dans la zone d'activités. La CNER recommande aussi l'instauration d'un Plan de surveillance et d'atténuation (Se référer aux exigences en matière de surveillance et de rapport). On s'attend à ce que les répercussions subséquentes soient de nature temporaire.

Savoir traditionnel ou principes du Qaujimaningit Inuit: Tel que souligné par l'Aqigiq HTO, le projet proposé prendra place dans une voie de migration des caribous et près d'un important passage de traverse de cours d'eau. L'organisation de chasseurs et trappeurs a également souligné l'importance de la région pour la chasse et pour les activités traditionnelles.

Mesures d'atténuation recommandées: Que des mesures soient prises pour atténuer les éventuelles incidences négatives, notamment que le promoteur respecte des altitudes minimales de vol et des restrictions saisonnières. Les modalités et conditions 21 à 28 ci-après sont recommandées pour atténuer les éventuelles répercussions néfastes.

Question 2: Éventuelles répercussions négatives des ouvrages du projet sur les autres espèces sauvages terrestres et/ou marines et sur leur habitat ainsi que sur les oiseaux migrateurs. Cela inclut des incidences dues au bruit provenant des ouvrages de prospection et de forage diamantifère, du transport quotidien par hélicoptère du personnel, du carburant et de l'équipement jusqu'aux sites du projet. De plus, des répercussions cumulatives ont également été identifiées.

Point de vue de la Commission: Tel que mentionné dans la section sur l'évaluation des répercussions, la valeur et la priorité de région pour les résidents de Chesterfield Inlet ont été soulignées. Les répercussions, à faible possibilité d'occurrence d'ailleurs, surviendraient dans une zone géographique limitée; les effets néfastes anticipés seraient

de faible amplitude; Les activités proposées ne devraient pratiquement pas interagir avec les espèces sauvages identifiées et leur habitat. Le promoteur s'est engagé à élaborer un Plan de surveillance et d'atténuation avec Chesterfield Inlet. Des mesures générales et spécifiques ont été recommandées pour atténuer toute incidence négative..

De plus, tel que souligné ci-dessus dans l'examen des facteurs et étant donné que le projet pourrait déclencher d'autres ouvrages d'exploration dans la région, les activités proposées pourraient entraîner des répercussions cumulatives sur la migration des caribous, des bœufs musqués et de la faune en général.

Le promoteur devra se conformer à La *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrants et les Règlements concernant les oiseaux migrants*. Il devra en outre soumettre un Plan finalisé de surveillance et d'atténuation des incidences sur la faune (se référer aux Exigences en matière de surveillance et de rapport) afin de s'attaquer aux répercussions ci-mentionnées et aux préoccupations des parties.

Savoir traditionnel ou les principes du Qaujimaningit Inuit : L' Aqigiq HTO également souligné l'importance de la région pour la faune, la chasse et pour les activités traditionnelles.

Mesures d'atténuation recommandées: Que des mesures soient prises pour atténuer les éventuelles incidences négatives, notamment que le promoteur respecte des altitudes minimales de vol et des restrictions saisonnières. Les modalités et conditions 7, 10 et 14 à 24 ci-après sont recommandées pour atténuer les éventuelles répercussions néfastes.

Il a été de plus recommandé à la Commission d'aménagement du Nunavut, aux organismes territoriaux et fédéraux, aux associations inuites régionales, aux Conseils de cogestion et à l'industrie de mettre sur pied un plan d'action visant à identifier et à atténuer les éventuels effets cumulatifs des activités humaines d'exploitation des terres, y compris de l'exploration minérale, sur les caribous de la toundra. La Commission recommande en outre la mise en vigueur d'un plan visant à déterminer l'utilisation appropriée des terres dans ces régions, avant d'entreprendre une éventuelle exploration minérale (se référer à Autres recommandations et préoccupations de la CNER).

Question 3: Possibles incidences négatives sur la qualité et la quantité des eaux de surface et des eaux souterraines ainsi que sur les poissons et leur habitat en raison du stockage et de l'utilisation de carburant, de produits chimiques, d'additifs pour le forage et des travaux de forage sur terre et sur glace).

Point de vue de la Commission: La possibilité d'incidences négatives est jugée faible, de rare occurrence et de nature réversible. Même si l'ampleur des répercussions dues à un éventuel déversement est inconnue, le promoteur a soumis un plan d'urgence complet en cas de déversement.

Le promoteur demandera en outre, à l'Office des eaux du Nunavut, un permis d'utilisation de l'eau pour les ouvrages du projet et pour le stockage du carburant (Se référer à la section Exigences réglementaires).

Savoir traditionnel ou principes du Qaujimaningit inuit: L'Aqigiq HTO a fait remarquer que le projet prendrait place dans une région de frai/montaison de l'omble et a souligné l'importance de la région pour la pêche et les activités traditionnelles.

Mesures d'atténuation recommandées: Des procédures opérationnelles d'entreposage et de transfert de matériel ainsi que l'utilisation d'un système de confinement secondaire et d'équipement d'intervention en cas de déversement, sont recommandées pour réduire le risque de rejets incontrôlés de carburant ou de matières dangereuses, rejets qui auraient des effets négatifs sur la qualité et la quantité de l'eau, souterraine et de surface. De plus, ces possibles incidences négatives sont des enjeux relevant, aux fins d'examen, de l'Office des eaux du Nunavut.

De plus, les modalités et conditions 5, 6, 8, 9, 30 à 32, 35 et 37 à 40 ci-après sont recommandées pour atténuer les possibles incidences négatives sur les plans d'eau et pour s'assurer d'autre part qu'aucun déchet des travaux de forage ne pénètre dans les lacs ou plans d'eau avoisinants.

Question 4 : Éventuelles répercussions négatives sur la végétation, les sols et les terres en raison du stockage et de l'utilisation du fuel, des produits chimiques et des additifs de forage ainsi que des travaux de forage sur terre.

Point de vue de la Commission: L'occurrence d'incidences négatives est limitée à un petit territoire géographique et jugée relativement faible; les effets négatifs anticipés seront de faible amplitude, rares et de nature réversible. De plus, bien que ne pouvant cerner l'ampleur des répercussions résultant d'un éventuel déversement, le promoteur a soumis un plan complet de prévention des déversements et un plan de fermeture et de réhabilitation du terrain.

Mesures d'atténuation recommandées: Des procédures opérationnelles d'entreposage et de transfert de matériel ainsi que l'utilisation d'un système de confinement secondaire et d'équipement d'intervention en cas de déversement, sont recommandées pour réduire le risque de rejets incontrôlés de carburant ou de matières dangereuses, rejets qui auraient des effets négatifs sur les sols et la végétation. Les modalités et conditions 8, 13, 29 à 36 et 41 à 43 ci-après sont recommandées pour atténuer les éventuelles incidences néfastes sur les terres et s'assurer que les ouvrages ne seront effectués que dans des conditions appropriées et que des mesures de restauration de site seront appliquées.

2. Effets socioéconomiques sur les habitants du Nord:

Question 5 : Potentielles répercussions négatives sur les lieux historiques, culturels et archéologiques..

Point de vue de la Commission : Le promoteur s'est engagé à avertir le GN en cas de découverte d'un lieu archéologique. Le promoteur doit en outre contacter le ministère de la Culture et du Patrimoine pour effectuer des levés puisque le projet prend place dans un corridor avec une forte probabilité de découvertes archéologiques.

Savoir traditionnel et principes du Qaujimaningit inuit: Tel que souligné par l'Aqigiq HTO, le projet prendra place dans une région ayant une grande importance culturelle et écologique.

Mesures d'atténuation recommandées: Le promoteur doit respecter la *Loi sur le Nunavut*. La condition 44 est recommandée pour s'assurer que les principes disponibles du Qaujimaningit inuit instruisent les activités du projet.

Question 6: Possible impact socioéconomique soutenu en ce qui a trait à l'emploi des habitants du Nord puisque le promoteur s'est engagé à continuer à embaucher des bénéficiaires locaux.

Point de vue de la Commission: Il a été noté que le promoteur engagerait et formerait des bénéficiaires locaux, ce qui est censé être impact positif soutenu.

Mesures d'atténuation recommandées: La condition 44 a été recommandée pour garantir l'embauche locale.

Question 7: Possible impact négatif sur les territoires de chasse ou sur les tracés locaux vers les secteurs d'utilisation actuelle ou passée des terres inuites et ce, en raison du trafic d'hélicoptères et des travaux de forage qui pourraient aussi entraver temporairement l'utilisation traditionnelle des terres.

Board views: Les zones déterminées pour les travaux d'exploration sont connues pour l'utilisation traditionnelle des terres. Mais étant donnée la faible intensité et la nature intermittente des composantes du projet, des mesures normalisées devront être prévues pour atténuer d'éventuelles répercussions négatives. Le promoteur a souligné qu'aucun camp ne serait établi et que le personnel travaillerait jusqu'à deux (2) semaines sur les zones prévues. Nort Arrow s'est également engagée à consulter Chesterfield Inlet et l'Aqigiq HTO afin de fournir des informations sur le projet et d'en actualiser la situation en cas de délai quelconque.

Savoir traditionnel et principes du Qaujimaningit inuit: Tel que souligné par l'Aqigiq HTO, le projet chevauchera des territoires de chasse actuelle et passée et d'utilisation traditionnelle des terres.

Mesures d'atténuation recommandées: Que des mesures soient appliquées pour atténuer les éventuels impacts négatifs, notamment l'obligation pour le promoteur de communiquer avec les organisations locales et, en tenant compte des territoires communément utilisés pour la chasse, d'emprunter d'autres routes n'interférant pas avec la chasse locale de subsistance. La condition 45 a été recommandée, pour atténuer les

éventuelles répercussions négatives sur l'utilisation traditionnelle de la terre et l'exploitation des ressources fauniques; la condition 45 a été recommandée pour s'assurer que les collectivités locales soient consultées vis-à-vis du projet

3. Préoccupation importante au sein du public

Question 8: Pendant la période de consultation publique, aucune préoccupation importante n'a été formulée vis-à-vis de cette proposition.

Point de vue de la Commission : Une consultation de suivi et l'intéressement subséquent des membres de la collectivité sont recommandés pour atténuer toute éventuelle préoccupation de la population vis-à-vis du projet.

Mesures d'atténuation recommandées : La modalité/condition 44 est recommandée pour que la collectivité et les organisations touchées soient informées sur la proposition de projet et pour atténuer toute préoccupation vis-à-vis des activités du projet.

4. Innovations techniques aux effets inconnus :

Aucun enjeu spécifique n'a été cerné vis-à-vis de ce projet.

En tenant compte des éléments susmentionnés et sous réserve du respect du promoteur des modalités et conditions requises pour atténuer les éventuels effets négatifs au niveau environnemental et social, la Commission estime que le projet proposé ne sera vraisemblablement pas source d'importantes préoccupations au sein de la population et que ses incidences négatives sur les plans écosystémiques et socioéconomiques ne seront probablement pas importantes ou seront nettement prévisibles et susceptibles d'être justement atténuées par des techniques connues.

MODALITÉS ET CONDITIONS RECOMMANDÉES, SPÉCIFIQUES AU PROJET

La Commission recommande que les modalités et conditions suivantes soient appliquées relativement au projet :

Généralités

1. North Arrow Minerals Inc. (le promoteur), conservera en tout temps un exemplaire des modalités et conditions du projet sur le site d'exploitation.
2. Avant le début du projet, le promoteur enverra à la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER), une copie de tous les permis obtenus et requis pour ce projet.
3. En tout temps, le promoteur exercera ses activités conformément aux engagements énoncés dans sa correspondance à la Commission d'aménagement du Nunavut (Demande de

détermination de conformité, Plan de fermeture et de réhabilitation du terrain, Plan de prévention des déversements, 1^{er} décembre 2015) et à la CNER, 1^{ère} partie, 4 septembre 2015) et à la CNER (formulaire de la CNER, 1^{ère} et 2^{ème} partie, plans et cartes, résumé non-technique, 9 décembre 2015 et réponse aux demandes de clarification, 14 décembre 2015).

4. Le promoteur exploitera le site conformément à toutes les lois, tous les règlements et toutes les lignes directrices applicables.

Utilisation des eaux

5. Le promoteur ne prélèvera aucun volume d'eau dans un plan d'eau où vivent des poissons à moins que le tuyau d'entrée dans l'eau ne soit équipé d'un grillage au maillage approprié pour éviter tout piégeage des poissons. Sous réserve d'approbation de l'Office des eaux du Nunavut, aucun prélèvement d'eau ne sera effectué dans les petits lacs ou les ruisseaux.
6. Sous réserve d'approbation de l'Office des eaux du Nunavut, le promoteur n'utilisera pas l'eau et, en particulier, évitera toute construction ou perturbation d'un ruisseau, du lit d'un lac ou des rives d'un cours d'eau bien défini.

Élimination des déchets

7. Le promoteur conservera tous les déchets et tous les débris dans des sacs placés dans des containers en métal couverts, ou équivalents, jusqu'à ce qu'ils soient traités dans une installation d'élimination des déchets. De tels déchets devront être conservés de manière à ce que les animaux sauvages ne puissent jamais y accéder.

Entreposage du carburant et des produits chimiques

8. Sous réserve d'autorisation contraire de l'Office des eaux du Nunavut, le promoteur entreposera tous les carburants et autres marchandises dangereuses à trente et un (31) mètres minimum de la ligne des hautes eaux de tout plan d'eau et veillera à prévenir le rejet de ces produits dans l'environnement.
9. Sous réserve d'autorisation contraire de l'Office des eaux du Nunavut, le promoteur effectuera le ravitaillement en carburant de tous ses véhicules à trente et un (31) mètres minimum de la ligne des hautes eaux de tout plan d'eau.
10. Le promoteur entreposera le carburant et tous les produits chimiques de manière à ce que les animaux sauvages ne puissent y accéder.
11. Le promoteur utilisera un système de confinement secondaire, ou une bâche de surface (par ex., bâches insta-bermes ou réservoir pliable) lors du stockage des barils de carburant et des produits chimiques sur tous les sites.
12. Le promoteur veillera à ce que l'équipement d'intervention en cas de déversement et les accessoires de nettoyage (par ex. : pelles, pompes, fûts, bacs récupérateurs et produits absorbants) soient facilement disponibles lors du transfert de carburant ou matières dangereuses, ainsi que sur tous les lieux de stockage de carburant.

13. Le promoteur veillera à ce que tout son personnel soit correctement formé en techniques de manutention de carburant et de déchets dangereux ainsi qu'en procédures d'intervention en cas de déversement. Tout déversement de carburant ou de substances délétères, de quelque volume que ce soit, doit être immédiatement rapporté à la Spill line, fonctionnant 24h sur 24, au (867) 920-8130.

La faune – Généralités

14. Le promoteur veillera à ne pas endommager l'habitat faunique dans la conduite de son exploitation
15. Le promoteur ne harcèlera pas les espèces sauvages; il veillera notamment à ne pas troubler ni chasser constamment les animaux ni à perturber d'importants effectifs d'espèces sauvages. Le promoteur ne chassera ni ne pêchera, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation appropriée du Nunavut.
16. Le promoteur veillera à ce que tout le personnel des projets tienne compte des mesures de protection des espèces sauvages et qu'une formation et/ou des conseils sur l'application de ces mesures lui soit soient fournis.

Dérangement des oiseaux migrateurs et des oiseaux de proie.

17. Le promoteur ne dérangera ni ne détruira les nids ou les œufs des oiseaux, quels qu'ils soient. Au cas où il rencontrerait et/ou identifierait des nids, le promoteur veillera à éviter toute interaction et/ou dérangement supplémentaire (par ex. : instaurer une zone tampon de 100 mètres autour du nid). En cas de découverte de nids actifs, (contenant des œufs ou des oisillons), de quelque oiseau que ce soit, le promoteur évitera la zone jusqu'à ce que la nidification soit terminée ou que l'oisillon ait quitté son nid.
18. Le promoteur restera à 3 kilomètres du site côté mer des colonies d'oiseaux marins et des territoires utilisés par les bandes de sauvagines migratrices.
19. Le promoteur réduira ses activités au minimum pendant la période où les oiseaux sont particulièrement sensibles au dérangement comme la migration, la nidification et la mue.
20. Le promoteur veillera à ce que ses aéronefs évitent les vols stationnaires et les virages excessifs au-dessus des aires ayant une présence probable d'oiseaux.

Restrictions aériennes

21. Sous réserve d'une exigence expresse de vol à basse altitude ne perturbant pas les espèces sauvages ni les oiseaux migrateurs, le promoteur s'assurera que les aéronefs/hélicoptères liés au projet volent à une altitude minimale de 610 mètres au-dessus du sol.
22. Le promoteur veillera à ce que les aéronefs maintiennent une distance verticale de 1 000 mètres et une distance horizontale de 1 500 mètre de toute colonie observée d'oiseaux migrateurs. Les aéronefs éviteront en tout temps de survoler des territoires fauniques sensibles et critiques et choisiront d'autres couloirs de vol.
23. Le promoteur s'assurera que les aéronefs/hélicoptères ne se posent pas, sauf en cas d'urgence, dans des lieux où des animaux sauvages sont présents.

24. Le promoteur avisera tous les pilotes des restrictions aériennes pertinentes qu'ils devront appliquer sur le territoire du projet, y compris lors des trajectoires de vol depuis/vers ladite zone.

Perturbation des caribous et des boeufs musqués

25. Le promoteur interrompra ses activités susceptibles d'interférer avec la migration ou le vèlage des caribous et des boeufs musqués et ce, jusqu'à ce que les animaux soient passés ou aient quitté la région.
26. Le promoteur ne bloquera pas ni ne détournera la migration des caribous et interrompra ses activités susceptibles d'interférer avec cette migration, - comme le forage ou le déplacement d'équipement ou de personnel -, jusqu'à ce que les animaux soient passés.
27. Le promoteur ne stockera pas de carburant à moins de 10 kilomètres (km) et n'effectuera aucun forage à moins de 5 km des sentiers ou des passages fréquentés par les caribous (par ex., les passages désignés des caribous).
28. Du 15 mai au 15 juillet, lorsque les caribous seront observés dans un rayon d'un (1) kilomètre du site du projet, le promoteur cessera toutes ses activités, y compris les vols à basse-altitude. Après le 15 juillet, si les femelles et les faons seront observés dans un rayon d'un (1) kilomètre du site du projet, le promoteur suspendra toutes ses activités dans le voisinage, y compris les vols à basse-altitude, jusqu'à ce les hordes de caribous aient quitté la région immédiate.

Perturbation du sol

29. Le promoteur ne déplacera pas de l'équipement ni des véhicules à moins que la surface du sol soit pleinement en mesure de les supporter sans défoncement ni formation de stries. Les déplacements terrestres seront suspendus en cas de défoncement du sol.

Forage sur terre

30. Sous réserve d'approbation contraire, le promoteur n'effectuera aucun forage terrestre ni défrichage mécanisé à moins de trente-et-un (31) mètres de la ligne normale des hautes eaux de tout plan d'eau.
31. Le promoteur ne permettra pas que les déblais de forage soient dispersés sur les terres ou plans d'eau avoisinants.
32. En cas d'écoulement artésien, le promoteur s'assurera que le trou de forage soit immédiatement bouché et définitivement scellé.
33. Le promoteur s'assurera que toutes les aires de forage soient construites de manière à minimiser l'empreinte physique environnementale de la zone du projet. Les zones de forage doivent être rangées; les déchets seront quotidiennement enlevés et envoyés dans un site d'élimination approuvé.
34. Le promoteur veillera à ce que les bassins de boue de forage/dépressions aient une capacité suffisante pour accommoder le volume d'eaux usées et les fines produites. Les bassins de boue de forage ne seront utilisés que pour les fluides inertes de forage et non pour tout autre substance ou matériau.

35. Le promoteur n'installera aucun bassin à boue de forage à moins de trente-et-un (31) mètres de la ligne normale des hautes eaux. Sous réserve d'autorisation contraire, ces bassins et les zones d'élimination des déchets seront confinés ou autrement recouverts pour empêcher toute substance de pénétrer dans une voie d'eau.
36. Le promoteur veillera à ce que tous les trous de forage soient remblayés ou couverts avant la fin de chaque saison des travaux. Tous les bassins de boues de forage seront remblayés et le terrain sera remis dans un état stable ou à son état initial avant la fin de chaque saison de prospection..

Forage sur glace

37. Si le forage est effectué sur un lac glacé, le promoteur veillera à ce que l'écoulement restitué ne soit pas toxique et n'augmente pas la concentration des particules solides en suspension dans les eaux immédiatement réceptrices et n'excèdent pas les niveaux prescrits dans les Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux: protection de la vie aquatique, du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME).
38. Le promoteur veillera à ce que les boues et les additifs de forage ne soient pas utilisés lors du forage des trous dans la glace du lac à moins qu'ils n'aient été re-circulés ou confinés de manière à ne pas pouvoir pénétrer dans l'eau ou à moins aussi que leur non-toxicité ait été prouvée.
39. Le promoteur veillera à ce que les déblais de forage soient quotidiennement enlevés de la surface de la glace.

Utilisation des terres

40. Sous réserve d'autorisation contraire, le promoteur n'entreposera aucun matériel sur la surface glacée des lacs ou des cours d'eau..
41. Le promoteur s'assurera que la zone terrestre utilisée soit, en tout temps, propre et rangée

Réhabilitation des régions perturbées

42. En cas de cessation d'exploitation, le promoteur enlèvera tous les déchets, le carburant et l'équipement.
43. Avant la fin de chaque saison de travaux et/ou sur cessation d'exploitation, le promoteur effectuera un nettoyage complet de tous les sites utilisés et les réhabilitera.

Autres

44. Dans la mesure du possible, le promoteur engagera des gens du pays et consultera les résidents de la région sur leurs activités. .
45. Le promoteur veillera à ce que les activités du projet n'interfèrent avec les traditionnelles activités des Inuits quant à l'utilisation des terres et à l'exploitation des ressources fauniques.

EXIGENCES EN MATIÈRE DE SURVEILLANCE ET DE RAPPORT

La Commission recommande en outre:

Plan de surveillance et d'atténuation des incidences sur la faune

1. Avant d'entreprendre les activités du projet, le promoteur soumettre un Plan de surveillance et d'atténuation des incidences sur la faune (PSAIF) à la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions, au ministère de l'Environnement du gouvernement du Nunavut et à l'Aqigaaq Hunters and Trappers Association. Ce plan devra au moins inclure un modèle de registre/journal des observations et des mesures d'atténuation proposées pour les caribous, les oiseaux migrateurs, les grizzly et toutes les autres espèces fragiles pouvant être rencontrées dans la zone du projet. Le promoteur est encouragé à consulter les biologistes régionaux pendant la révision du PSAIF, notamment pour les calendriers et échéanciers, et ce, afin de garantir une atténuation appropriée des éventuelles répercussions sur la faune.

Rapport de la consultation communautaire

2. Avant d'entamer les activités de projets, le promoteur soumettra un rapport de consultation publique. Ce rapport inclura un exemplaire des documents présentés aux membres de la collectivité, une description des questions et préoccupations soulevées, des conseils donnés à la compagnie et des actions de suivi requises ou prises pour répondre aux préoccupations manifestées vis-à-vis du projet.

Rapport annuel

3. Avant le 31 mars de chaque année, et dès le 31 mars 2017, le promoteur soumettra un rapport annuel complet des activités autorisées, avec copies à la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions et au ministère de l'Environnement du Nunavut. Ce rapport annuel doit inclure les renseignements suivants:
 - a. Un résumé des activités réalisées pendant l'année, incluant:
 - une carte indiquant les emplacements approximatifs des sites de forage;
 - une carte indiquant l'emplacement des espaces de stockage de fuel;
 - une description des embauches, des contrats et des initiatives sur le plan local;
 - des photos du site;
 - b. Un résumé des évaluations globales effectuées sur les sites d'exploration;
 - c. Un plan de travail pour l'année suivante, y compris tout travail de remise en état progressive;
 - d. Un résumé des consultations communautaires entreprises au cours de l'année avec copie des documents présentés aux membres de la collectivité, une description des questions et préoccupations soulevées, des discussions avec les membres de la collectivité, des conseils donnés à la compagnie et des actions de suivi requises ou prises pour répondre aux préoccupations manifestées vis-à-vis du projet.
 - e. Un recueil du nombre de fois où les résidents de la collectivité ont occupé ou traversé la zone du projet aux fins de récolte ou d'utilisation traditionnelle des terres. Ce registre devra inclure l'emplacement et le nombre de personnes rencontrées, leurs activités (par ex.; cueillette de baies, pêche, chasse, camping, etc...), la date et l'heure ainsi que toute mesure d'atténuation ou de gestion adaptative appliquée pour prévenir toute perturbation.

- f. Un registre des vols et/ou aéronefs en transit liés à la proposition de projet. Ce registre doit au moins inclure :
- la date et l'heure de chaque vol (fréquence des vols);
 - le type d'aéronef utilisé;
 - l'altitude moyenne de vol;
 - les routes de vol;
 - une description générale et l'objectif du vol (par ex.: réapprovisionnement, transport de personnel, déplacement du forage)
 - des observations inattendues, incluant la découverte de lieux archéologiques, l'utilisation traditionnelle des terres et/ou des espèces sauvages;
- g. une description des mesures d'atténuation ou de gestion adaptative prises pour prévenir toute perturbation de la faune ou de l'utilisation traditionnelle des terres.
- h. Une discussion des questions liées à la surveillance des espèces sauvages et environnementale, incluant le nombre d'arrêts requis des travaux à cause de la proximité des caribous.
- i. Un bref résumé des résultats du PSAIF et des mesures d'atténuation appliquées. En outre, le promoteur maintiendra un registre des observations sur la faune pendant le déroulement des travaux dans la zone du projet; il inclura ce registre dans le sommaire. Basé sur les observations de la faune, ce sommaire doit inclure :
1. L'emplacement (à savoir latitude et longitude), les espèces, le nombre d'animaux, une description des activités des animaux et, si possible, une description du sexe et de l'âge des animaux.
 2. Avant la tenue des activités du projet, le promoteur doit inclure une carte indiquant l'emplacement des endroits sensibles pour les animaux, comme les aires de mise à bas, de velâge, les lieux de traverse des caribous et les nids de rapaces dans la zone du projet et déterminer le calendrier des événements importants de la vie (c.-à-d. mise à bas, accouplement, couvaison).
 3. Le promoteur indiquera en outre les répercussions potentielles du projet et veillera à ce que les opérations soient gérées et modifiées de manière à éviter les répercussions sur les animaux et sur les endroits sensibles.
- j. Une analyse de l'efficacité des mesures d'atténuation pour la faune, tels que proposes dans le PSAIF;
- k. Un sommaire des lieux patrimoniaux éventuellement rencontrés pendant les activités d'exploration, toute action ou rapport de suivi conséquemment requis et les modifications apportées aux activités du projet pour atténuer les répercussions sur lesdits sites;
- l. Un résumé de ses connaissances de l'utilisation des terres inuites dans/près de la zone du projet et une explication des modifications apportées aux activités pour atténuer les répercussions sur les l'utilisation des terres inuites; et

- m. Un résumé de mesures prises par le promoteur pour observer les conditions énoncées dans cette Décision d'examen préliminaire ainsi que toutes les conditions requises par d'autres autorités associées à ce projet.

AUTRES PRÉOCCUPATIONS OU RECOMMANDATIONS DE LA CNER

Outre les modalités et conditions spécifiques au projet, la Commission recommande:

Sécurité au pays des ours et des carnivores

1. Le promoteur étudiera les techniques de détection des ours/carnivores ainsi que les répulsifs, répertoriés dans le dépliant « Sécurité au pays des grizzly et des ours noirs », pouvant être téléchargé à partir du lien suivant : http://www.enr.gov.nt.ca/sites/default/files/web_pdf_wd_bear_safety_brochure_1_may_2015.pdf. Le gouvernement du Nunavut propose des ressources quant aux précautions à prendre contre les ours polaires, sur le site <http://gov.nu.ca/fr/environnement/information/ressources>; Parcs Canada a publié le dépliant « Vous êtes au pays des ours polaires » est disponible sur le site <http://www.pc.gc.ca/fra/lhn-nhs/mb/prince/securite-safety/ours-bear.aspx>, ainsi que le dépliant « La sécurité au pays des ours polaires au parc national Auyuittuq » sur le site <http://www.pc.gc.ca/fra/pn-np/nu/ayuittuq/visit/visit6/ours-bear.aspx>.
2. Tout problème faunique ou toute interaction avec les carnivores seront immédiatement rapportés au bureau de conservation local du ministère de l'Environnement du Nunavut (Agent de conservation de Chesterfield Inlet, tél. : 867-898-9130).

Espèces en péril

3. Le promoteur étudiera le « Guide des meilleures pratiques en matière d'évaluation environnementale pour les espèces sauvages en péril au Canada » d'Environnement ET Changement climatique Canada, disponible sur le lien http://www.collectionscanada.gc.ca/eppp-archive/100/200/301/environment_can/cws-scf/occasional_paper-e/n110/html/publications/eval/index_f.cfm et en anglais: http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/environment_can/cws-scf/environmental_assessment-ef/ea_best_practices_2004_e.pdf. Ce guide répertorie les *espèces en péril* ainsi que les mesures à prendre lorsque des animaux sauvages sont menacés par le projet ou que des animaux sauvages en péril sont rencontrés sur le site.

Oiseaux migrateurs

4. Le promoteur étudiera le guide « Habitats terrestres clés pour les oiseaux migrateurs dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, disponible sur le site <http://publications.gc.ca/site/fra/9.595050/publication.html> ainsi que la publication « Habitats marins clés pour les oiseaux migrateurs au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest », disponible sur le site <http://publications.gc.ca/site/fra/9.626584/publication.html>. Ce guide décrit les habitats terrestres et marins clés essentiels au bien-être des différentes espèces d'oiseaux migrateurs au Canada.
5. Pour de plus amples renseignements sur la protection des oiseaux migrateurs, de leurs nids et de leurs œufs lors de la planification ou de l'exécution des activités du projet, consultez la

page Web du site d'Environnement Canada « La prise accessoire d'oiseaux migrateurs au Canada » et la fiche d'information « Prévoir et planifier afin de réduire les risques d'effets néfastes sur les oiseaux migrateurs, leurs nids et leurs œufs » à l'adresse <https://www.ec.gc.ca/paom-itmb/Default.asp?lang=Fr&n=C51C415F-1..>

Modification de la portée du projet

6. Les autorités responsables ou le promoteur aviseront la Commission d'aménagement du Nunavut et la CNET de toute modification des plans ou conditions d'opération du projet, y compris la phase d'avancement, et ce, avant que de tels changements ne soient implantés.

Gestion des caribous

7. Les organismes gouvernementaux fédéraux et territoriaux du Nunavut collaboreront avec les associations inuites locales, les conseils de cogestion et l'industrie, à l'élaboration d'un plan d'action visant à cerner et à atténuer les éventuels effets cumulatifs des activités d'utilisation des terres, incluant l'exploration minière, sur les caribous de la toundra. Cette évaluation des effets cumulatifs sera effectuée à l'échelle régionale (à savoir, au-delà des zones particulières du projet).
8. Les organismes gouvernementaux fédéraux et territoriaux mettront à jour, avec des données et des renseignements actualisés, la Caribou Protection Map du Beverly Qamanirjuaq Caribou Management Board (BQCMB).
9. Suite aux préoccupations exprimées vis-à-vis de l'exploration minérale et de la possibilité connexe d'effets cumulatifs sur les caribous et leur habitat dans la région de Kivalliq, la Commission d'aménagement du Nunavut, les organismes gouvernementaux fédéraux et territoriaux devront collaborer avec les associations inuites régionales, les conseils de cogestion, le public et l'industrie à la mise en vigueur d'un plan déterminant l'utilisation appropriée des terres dans ces zones, avant toute éventuelle exploration minérale. Le plan doit également cerner et atténuer les éventuels effets cumulatifs que l'utilisation humaine des terres peut provoquer sur les caribous de la toundra, à l'échelle régionale et locale.
10. La Commission d'aménagement du Nunavut (CAN) devrait être consciente des préoccupations du public quant au manque perçu de protection des caribous et de leur habitat dans la région de Kivalliq, Nunavut. En élaborant un plan d'aménagement pan-territorial, la CAN vaudra peut-être, en vue de minimiser les perturbations sur les cycles de vie des caribous et les activités de récolte des Inuites, envisager non seulement une protection méthodique de l'important habitat des caribous mais encore des restrictions saisonnières sur les éventuelles activités perturbatrices dans ces régions.

Affaires autochtones et du Nord Canada

11. Le ministère des Affaires autochtones et du Nord du Canada (AANC) impose des mesures d'atténuation, des conditions et des exigences en matière de surveillance, en vertu des permis fédéraux d'utilisation du sol. Il oblige ainsi le promoteur à respecter les fragilités et l'importance de la région. Ces mesures d'atténuation, ces conditions et ces exigences en matière de suivi visent le site et la région : type d'emplacement, capacité et exploitation des installations; utilisation, entreposage, manutention et élimination des substances chimiques ou nocives, l'habitat faunique et l'habitat des poissons, le stockage du carburant pétrolier.

12. L'AANC reconnaît l'importance d'inspecter régulièrement le territoire au titre des permis fédéraux d'utilisation du sol, pendant l'exploitation du projet. Ces inspections d'utilisation du sol seront axées sur la conformité du promoteur aux conditions imposées dans le permis fédéral afférent.
13. L'AANC enverra à la CNER une copie de toute conclusion décisionnelle des inspecteurs, autorisant la poursuite des travaux sur les zones de présence de caribous, entre les périodes de cessation obligatoire de travail. (exemptions des Mesures de protection des caribous).
14. Il est recommandé que l'AANC n'accorde aucune prorogation du Permis d'utilisation des terres tant que le Plan de surveillance et d'atténuation des incidences sur la faune, le plan de consultation communautaire et le(s) rapport(s) annuel(s) n'auront pas été reçus et actualisés.

Nunavut Water Board

15. L'Office des eaux du Nunavut (OEN) impose, en vertu de permis d'utilisation des eaux, des mesures d'atténuation ainsi que des conditions et des exigences en matière de surveillance. Il oblige ainsi le promoteur à respecter les fragilités et l'importance des eaux dans la région. Ces mesures d'atténuation, ces conditions et ces exigences en matière de suivi visent l'utilisation des eaux, la neige et la glace, l'élimination des déchets, l'infrastructure d'accès, l'exploitation des camps, les opérations de forage, la planification d'urgence en cas de déversement, la planification de la fermeture et de la remise en état et les programmes de surveillance.

Affaires autochtones et du Nord Canada – Division des ressources hydriques

16. AANC – En vertu du pouvoir conféré par la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*, la Division des ressources hydriques doit envisager la nécessité d'inspections régulières. Les inspecteurs tenteront de déterminer établir si le promoteur respecte les conditions imposées lors de la délivrance de permis d'utilisation des eaux.

EXIGENCES DE RÈGLEMENTATION

Le promoteur doit également savoir que les lois et règlements suivants peuvent s'appliquer au projet:

1. Le promoteur est informé du fait que dans la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-15.21>), le chlorure de calcium (CaCl) est classé comme substance toxique. Le promoteur devrait donc évaluer des alternatives à l'utilisation de ce produit chimique comme additif de forage, y compris des additifs biodégradables et non-toxiques.
2. La *Loi sur les pêches* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-14/>)
3. La *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/n-28.8/>).

4. La *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs et les Règlements concernant les oiseaux migrateurs*. (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/m-7.01/>).
5. La *Loi sur les espèces en péril* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/s-15.3/>). Une liste des espèces en péril au Nunavut est jointe en **annexe A**.
6. La *Loi sur les espèces sauvages du Canada* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/w-9/index.html>) intégrant les dispositions relatives à la protection et à la conservation des espèces sauvages et de leur habitat, y compris des mesures précises de protection de l'habitat des espèces sauvages et des espèces en péril.
7. La *Loi sur le Nunavut* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/N-28.6/>). Le promoteur doit observer les modalités et conditions proposées et énoncées à **l'annexe B**.
8. *Règlements sur le transport des marchandises dangereuses, Loi sur le transport des marchandises dangereuses* (<http://www.tc.gc.ca/eng/tdg/safety-menu.htm>) et la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-15.31/>). Le promoteur doit s'assurer que les documents d'expédition appropriés soient annexés à chaque déplacement de marchandises dangereuses. Il doit s'enregistrer auprès du Chef du contrôle de la pollution et de la qualité de l'air du ministère de l'Environnement du gouvernement du Nunavut au 867-975-7748.
9. La *Loi sur l'aéronautique* (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/A-2/>)

CONCLUSION

Ce qui précède constitue la décision de la Commission relative à l'examen préalable du projet Luxx Exploration de la North Arrow Minerals. The foregoing constitutes the Board's screening decision with respect to the North Arrow Minerals Inc.'s "Luxx Exploration".

Fait le 8 février 2016 à Arviat, NU.



Elizabeth Copland, présidente

Pièces jointes: Annexe A : Espèces en péril au Nunavut
Annexe B : Modalités et conditions des ressources archéologiques et paléontologiques pour les titulaires de permis d'utilisation des terres.